

MINISTERE DE LA JUSTICE

RECETTEUR GENERAL A LA JUSTICE

DIRECTION DES SERVICES DE  
L'ADMINISTRATION DES JUSTICES  
SERVIE DU GOUVERNEMENTREPUBLIQUE FEDERALE DU CONGO  
République Démocratique-Zaire

85-811

S/REC 20/03/85

DOSSIERS N°<sup>e</sup> 85-811  
portant levée d'interdiction de l'ordre  
de la magistrature, Zaire.LE "X" FAIT AU GOUVERNEMENT DU ZAIRE PAR  
LE MINISTRE DE LA JUSTICE,  
MINISTRE DU GOUVERNEMENT

V.I.M. :

Vu la Constitution du 6 Juillet 1972.

Vu la loi 075/84 du 7 Juillet 1984 portant ratification de l'ordonnance n° 01/84 du 11/04/84 portant modification de certaines dispositions de la constitution du 6 Juillet 1972 ;

Vu le décret 04/81 du 26 Juin 1981 portant création de la magistrature ;

Vu la loi 05/83 du 21 Avril 1983 portant réorganisation de la Justice en République Populaire du Congo ;

Vu le décret 75/100 du 16 Août 1975 abrogant et remplacant les dispositions de l'article 51 du décret 103/81 du 5 Août 1981 portant application de la loi 4/81 du 26 Juin 1981 relatif au statut de la magistrature ;

Vu le décret 01/83/7 du 9 Mai 1983 fixant le régime des remunerations des fonctionnaires ;

Vu le décret 03/81 du 3 Août 1981 portant application de la loi 05/83 du 21 Juin 1983 invaincue ;

Vu le décret 04/85/8 du 5 Septembre 1984 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret 04/85/1 du 10 Septembre 1984 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le rectificatif 04/85/1 du 18 Octobre 1984 et le rectif 04/85/2 du 13 Août 1984 portant nomination de l'ensemble du Gouvernement ;

Vu le décret 04/85/2 du 20 Août 1984 portant nomination des intendants des écoles du Gouvernement ;

Vu le décret 04/85/7 du 18 Novembre 1984 portant nomination et réorganisation du ministère de la Justice ;

Vu le procès verbal de la séance du Conseil général de discipline en date du 11.01.1985.

P.D.G.B. : \*

ARTICLE 1er : Monsieur NAYAHI Richard, Registrat de 2e grade, 1er groupe, 4e échelon du Service Judiciaire, précédemment Directeur des Services Administratif et Financier au Secrétariat Général à la Justice, est revêtué de la fonction publique avec droit à pension.

ARTICLE 2 : Le présent décret qui prendra effet à compter du 21 Janvier 1965 date de la tenue du Conseil National de discipline sera enregistré, publié au Journal Officiel de la République Populaire du Congo et communiqué partout où le sein suffit.

Par le Président du Comité Central du Parti Congolais du Travail, Président de la République, Chef du Gouvernement

Le Premier Ministre,

Le 22 VIII 1964

Colonel Pierre ALCOUSSY R...

Le Vice-Président Financier et du Budget

Ange Edouard FOUNGUI.-

Le Garde des Sceaux,  
Ministre de la Justice

Alain Bataille

Etat Civil et Population

Capitaine Dicudomé KIBEDE DU.-

AMPLIATION :

P.R.....	1
P.M.....	1
HJ-CAB.....	3
SGJ/DIANE.....	3
D.G.B.....	2
D.C.F.....	2
P.G.....	1
J.O.R.P.C.....	2
Cour Suprême.....	1
GCM/BC.....	3
Dossier.....	3
Intéressé.....	1